



L'Égalité, tout de suite, partout et sans adjectif

ARGUMENTAIRE

Le principe d'Égalité est un des piliers de l'orientation de Transformer à Gauche. C'est une valeur que nous défendons face à toutes les tentatives d'usurpation et de détournement. Nous sommes les héritiers du combat pour l'égalité. La Révolution française a permis la conquête de droits et de libertés, sans distinction de naissance ou de conditions sociales.

Depuis 1789, le clivage gauche /droite oppose ceux qui sont pour la défense d'un ordre efficace respectant l'autorité des élites (la droite) à ceux qui revendiquent un progrès juste, structurant l'organisation égalitaire de la cité (la gauche). Le progrès social s'est fait par des rapports de force sociaux qui ont permis de développer et de conquérir de nouveaux droits individuels et collectifs. La droite, quant à elle, porte une rupture avec le progrès social. Nous refusons cette rupture et réaffirmons notre combat pour le droit à l'avenir, une transformation de la société par le progrès social.

Nous refusons de transiger avec cette valeur fondamentale à notre engagement : il faut agir pour garantir l'égalité entre les citoyens, partout, tout le temps, et refuser qu'elle serve de prétexte à une quelconque discrimination. Nous voulons faire l'égalité des conditions sociales et pas seulement l'égalité des droits.

L'égalité des conditions pour plus de justice sociale

Les inégalités sont de plus en plus importantes dans notre société alors que les plus riches profitent d'un système capitaliste pour s'enrichir toujours plus, les plus pauvres eux voient leurs revenus stagner et leurs conditions de vie se dégrader davantage.

En France, les inégalités dans la répartition des richesses se mesurent dans l'écart de revenus, mais surtout dans le fossé qui se creuse entre les bas et les hauts salaires. Entre 2004 et 2007 la hausse des revenus a été de 9% pour les plus bas salaires, alors que les plus élevés augmentaient de 40% ! La crise sociale et financière de 2008-2009 a touché plus durement les plus pauvres. Les mesures que nous voulons mettre en place dès notre arrivée au pouvoir permettront d'établir l'égalité instantanément.

L'égalisation des conditions est nécessaire pour plus de justice sociale. Notre combat pour l'égalité doit se mesurer directement en termes de répartition des richesses. Nous voulons garantir une vie décente, l'accès aux loisirs et à la culture. Sur 5 ans, nous pouvons assurer l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, réduire l'écart de salaire dans une même entreprise de 1 à 7, augmenter les salaires de 200 €, encadrer les loyers et diminuer le coût du logement, mener une autre politique de l'emploi, diminuer le temps de travail, mettre en place une autre fiscalité.

Le coût du logement est aujourd'hui la première des inégalités pour les ménages français. Nous proposons de mettre en place un dispositif d'encadrement strict des loyers, en interdisant notamment l'augmentation injustifiée d'un loyer entre deux locataires.

Une répartition des richesses plus juste doit aussi passer par une autre fiscalité, plus progressive (augmenter le nombre de tranches, élargir l'assiette des recettes,...). Nous devons tendre vers une hausse significative des salaires, passant par l'augmentation du SMIC à 1500€. Réformer la fiscalité c'est créer un outil pour s'attaquer, à la racine, aux inégalités de revenus liés à la rémunération et au patrimoine. Les inégalités

L'égalisation des conditions est nécessaire pour plus de justice sociale.



Réformer la fiscalité
c'est créer un outil
pour s'attaquer, à la
racine, aux inégalités.

de patrimoine sont bien plus importantes que les inégalités de revenus et ont bien plus progressé avec la financiarisation de l'économie et la hausse des prix de l'immobilier. L'héritage perpétue ces inégalités de patrimoine, nous voulons revoir l'impôt sur le patrimoine et sur les droits de succession dès le premier euro à un taux progressif. Le scandale ne réside pas du côté des bénéficiaires du RSA mais bien de celui des rentiers qui s'enrichissent sans travailler, profitant d'un système inégalitaire.

Nous devons avoir une orientation volontariste et innovante en matière d'emploi. À la différence de la droite, nous pensons que le temps de travail se partage. Alors qu'on n'offre pas de travail aux jeunes, qu'on met au chômage de nombreux salariés de plus de cinquante ans, la droite au pouvoir théorise qu'il faut augmenter la durée de cotisation pour les retraites et travailler plus pour gagner plus. Le résultat étant de faire travailler plus longtemps les Français en leur faisant gagner moins ! Nous devons poursuivre la réduction du temps de travail, et à moyenne échéance assurer un passage aux 32 heures sans que les salaires ne soient diminués.

Nous voulons garantir le droit aux vacances pour tous, droit reconnu mais inappliqué. Les vacances sont pourtant un moment essentiel pour la construction et l'émancipation des individus. « Nous voulons que l'ouvrier, le paysan et le chômeur trouvent dans le loisir la joie de vivre et le sens de la dignité », déclarait Léo Lagrange en 1936. Or, aujourd'hui, selon l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes, chaque année un tiers des Français renonce à partir en vacances. Il faut donc reconquérir ce droit en réduisant le temps de travail, en soutenant les lieux d'accueil de vacances, en revoyant les aides aux départs en vacances pour tous.

De l'égalité des chances à l'égalité des places

Les inégalités génèrent la reproduction sociale. C'est en ce sens que nous menons le combat pour l'égalité, sans adjectif, qui est celle des conditions et du traitement et non seulement des droits. L'égalité est un principe, une valeur en soit, lui accoler un adjectif c'est renoncer à la globalité impliquée par le concept d'égalité

L'égalité est un principe,
une valeur en soit.

À la sortie de l'enseignement supérieur, parmi les titulaires d'un bac +3, on ne trouve que 10% d'enfants d'ouvriers, contre 40% d'enfants de cadres. En termes d'insertion professionnelle, on retrouve les mêmes contrastes entre 40% des enfants de cadres qui deviennent cadres à leur tour contre 9% des enfants d'ouvriers, alors que 38% des enfants d'ouvriers deviennent ouvriers eux-mêmes.

Face à des inégalités, qui touchent tous les domaines de la vie des citoyens et tous les territoires, nous prôtons une politique volontariste de réduction de toutes les inégalités de droit, de traitement, d'accès, une lutte contre toutes les discriminations. Plus une société est égale plus la mobilité sociale et le seul mérite permettent les distinctions. L'égalité des droits ne doit pas rendre acceptables les inégalités sociales. Nous avons une vision de la société qui privilégie la considération des individus pour ce qu'ils sont et non pas par leur statut dans la société. L'État et la loi doivent être au service de la transformation sociale.

Le concept d'égalité des chances émane d'une vision libérale de la société et des manques de notre système, explique François Dubet dans son ouvrage, Les places et les chances. François Dubet oppose l'égalité des « chances » à l'égalité « des places ». Les grands combats sociaux français de 1936 ou de 1968 se sont faits au nom de l'égalité des places, pour revendiquer une meilleure protection sociale, permettant aux plus pauvres d'accéder à un niveau de vie décent. La protection sociale était alors vue comme une dette de la société envers les travailleurs qui participaient à faire la richesse collective. Le modèle des places, favorisant la mobilité sociale, entrerait ainsi en crise quand les groupes intégrés ne veulent plus payer pour les autres et quand les transferts sociaux sont opaques.

Le système de l'égalité des chances creuse les inégalités sociales, en reposant sur des opportunités et sur le mérite individuel, sans limiter l'enrichissement des plus riches. La réussite d'un petit nombre d'individus qui profitent de « l'égalité des chances » n'a pas d'impact sur le plus grand nombre. C'est bien là le problème de ce système. Pire encore cela renforce les divisions entre les citoyens, chacun essayant de mesurer son taux de discrimination pour revendiquer une aide, voire une identité. Ce système favorise les stratégies de contournement, par exemple le choix à l'école des options qui peuvent faire sortir du lot. Celui qui ne réussit pas est doublement exclu, faute de mérite. L'égalité des chances ne fonctionne pas car elle ne s'attaque pas à la reproduction sociale. Cependant le système de « places » a, lui aussi, ses limites, en renforçant des comportements individualistes. Une politique de lutte contre les discriminations est nécessaire et essentielle pour rendre ce système plus efficace.

L'accès à l'éducation, n'est plus garanti sur tout le territoire français. Les milieux ruraux et les quartiers populaires sont les plus durement touchés, par la politique restrictive de suppressions de postes d'enseignants et de fermetures de classes, qui renforce les inégalités territoriales.

Nous voulons garantir le droit à l'éducation des jeunes en situation de handicap. L'accompagnement dans leur scolarité de ces enfants et de ces jeunes est aujourd'hui chaotique. Près de 80% des jeunes en situation de handicap ont un niveau de scolarité inférieur ou égal au CAP. Il faut considérer les différents modes de scolarisation adaptés et former les enseignants à l'accueil de personnes en situation de handicap. Nous défendons la création d'un véritable statut d'auxiliaire de vie scolaire et l'augmentation de leur nombre est indispensable pour répondre aux besoins des élèves.

Parce qu'ils sont les premiers interlocuteurs des jeunes confrontés à des discriminations, il est essentiel de former les enseignants à l'orientation, contre les discriminations sociales et de genre. Chacun, doit pouvoir choisir son orientation en fonction de ses aspirations et non d'un modèle de reproduction sociale. Nous voulons fusionner les universités et les grandes écoles pour en finir avec cette inégalité de traitement entre les étudiants. Le système actuel participe à la reproduction sociale et au renforcement des inégalités, les élèves des grandes écoles étant majoritairement issus des classes sociales et intellectuelles les plus aisées. Enfin, nous voulons mettre en place un parcours d'autonomie pour tous les jeunes en formation afin que chacun puisse se consacrer pleinement à ses études, sans avoir à travailler.

La lutte contre les discriminations, un combat pour l'égalité

La lutte contre toutes les discriminations est un combat pour l'égalité, c'est en progressant, point par point vers l'égalité des conditions, que nous arriverons à faire une société plus juste.

En France, à compétences égales et à temps de travail identique, les hommes gagnent, en moyenne, 27% de plus que les femmes. Ce sont également majoritairement les femmes qui sont victimes du temps partiel subi : aujourd'hui sur 10 salariés à temps partiel, 8 sont des femmes. Ajoutons que les femmes sont majoritairement exclues des emplois les plus qualifiés (6 cadres sur 10 sont des hommes).

Des mesures ponctuelles et ciblées ne suffisent pas à garantir l'égalité entre les individus. Le principe d'égalité ne peut pas servir à justifier une discrimination quelle qu'elle soit : le concept de discrimination positive reste inacceptable à nos yeux. Nous voulons agir contre toutes les discriminations, qu'elles reposent sur la condition sociale, l'origine réelle ou supposée, le genre, l'âge, l'orientation sexuelle, une victoire sectorielle annonçant toujours des victoires dans d'autres champs. Nous voulons l'égalité maintenant et sans adjectif.

Par la loi, nous pouvons interdire le contrôle au faciès en instaurant une attestation de contrôle d'identité, garantir le droit au travail décent, mettre fin aux temps partiels « subis » presque uniquement par les femmes, interdire la discrimination à l'embauche, garantir l'accueil des enfants pour que le choix de travailler ou pas ne se fasse pas par défaut. Parce qu'aucune doctrine ne peut empêcher les gens qui s'aiment de vivre leur vie comme ils l'entendent, nous voulons garantir l'égalité des droits pour les homosexuels et les hétérosexuels, légaliser le mariage des couples de même sexe et l'adoption.

Faire l'égalité partout est l'un des principes fondamentaux de notre République : aucun territoire ne doit être abandonné. Les services publics, les services administratifs doivent être effectifs dans les quartiers populaires et dans les territoires ruraux. L'accès à la justice, ce droit fondamental, est mis à mal ces dernières années, nous voulons le maintien des tribunaux pour une carte judiciaire juste. Les inégalités territoriales existent partout, entre les centres et les périphéries, entre les villes et les campagnes et elles touchent tous les aspects de la vie des citoyens.

Parce que nous pensons que nul ne doit pâtir du fait de vivre dans tel ou tel endroit, nous voulons nous attaquer à ces inégalités en recréant un maillage de Services Publics sur tout le territoire. Il faut mettre en œuvre un meilleur recrutement des professeurs afin de pouvoir lutter contre les fermetures des classes dans les zones rurales sous prétexte de « rentabilité ». La Justice doit être présente partout sur le territoire français et les tribunaux fermés ces dernières années devront être ré-ouverts, tout comme les Postes des zones rurales.

Faire de la santé un droit accessible à tous est un combat que nous voulons mener en créant, sur tout le territoire, des coopératives de santé, où les médecins et professionnels de santé seraient salariés, afin d'assurer l'accès à des soins préventifs et curatifs sans contrainte de coût... Nous voulons également garantir l'accès aux soins en assurant le remboursement à 100% de tous les soins, en particulier dentaires et optiques et de tous les moyens de contraception. Enfin nous réaffirmons notre attachement au droit des femmes et des hommes à disposer de leur corps en défendant le droit à la contraception et à l'IVG qui doit être soutenu par des moyens donnés à la planification familiale et en refusant la fermeture des centres IVG

Nous voulons l'égalité tout de suite, partout et sans adjectif.

- Nous faisons le choix de l'égalité sans adjectif car l'égalité se suffit à elle-même, parce que nous considérons que tenter de définir l'égalité comme « des chances » ou « des droits » revient à nier sa globalité et son universalité. C'est une valeur intrinsèquement liée au socialisme.
- Cette égalité doit aussi être celle de l'autonomie, parce que les droits formels ne garantissent pas l'égalité dans les faits. Nous portons une attention particulière à la capacité effective de chaque citoyen de pouvoir jouir concrètement de ses droits. L'égalité des conditions est indispensable à la justice sociale.
- L'égalité tout de suite, car la lutte contre les inégalités ne peut pas attendre. Nous proposons des mesures à mettre en place immédiatement. Nous faisons de la lutte contre toutes les discriminations un combat pour l'égalité.
- Enfin, nous voulons l'égalité partout sur tous les territoires, dans tous les domaines de la vie sociale, car nul ne doit être victime de l'endroit où il vit ni de celui où il est né.